



initial

Histoire du XIX^e siècle

**Serge Bernstein
Pierre Milza**



Histoire du XIX^e siècle

initial

Sous la direction de
Serge Berstein
Pierre Milza

Gisèle Berstein
Serge Berstein
Yves Gauthier
Jean Guiffan
Pierre Milza



SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

L'héritage révolutionnaire et les débuts de l'âge industriel (1815-1850)

Chapitre 1 L'Europe de la Sainte-Alliance	8
Le congrès de Vienne et la reconstruction de l'Europe	10
L'Europe de la Restauration : une contre-révolution permanente	14
Le temps de la Sainte-Alliance	24
Chapitre 2 Naissance de l'Europe industrielle (1815-1850)	28
Origines et conditions de l'industrialisation de l'Europe	30
Géographie et formes de l'industrialisation en Europe	38
Les effets économiques de l'industrialisation	46
Chapitre 3 L'évolution des sociétés européennes jusqu'en 1850	50
Les lignes de force de l'évolution sociale	52
Des sociétés rurales contrastées et hiérarchisées	57
Les sociétés urbaines	62
Chapitre 4 L'Europe à l'époque romantique	72
Culture et société	74
Le romantisme dans la littérature européenne	80
Les arts en Europe	85
Chapitre 5 Évolution des idées et progrès scientifiques	90
Les progrès de la science	92
Le libéralisme, idéologie dominante du XIX ^e siècle	96
Les idées socialistes	102
Idées religieuses et adaptation des Églises	106
Chapitre 6 La France sous la monarchie constitutionnelle (1815-1848)	110
La Restauration, un régime de compromis	112
De la Terreur blanche aux ultras (1815-1830)	115
La monarchie de Juillet (1830-1848)	122
Chapitre 7 Le Royaume-Uni : le libéralisme triomphant	130
Le Royaume-Uni en 1815	132
L'essor économique et les mouvements sociaux	136
L'évolution politique	141
Le problème irlandais	144

Chapitre 8 L'expansion coloniale européenne	148
La fin du « vieux système colonial »	150
L'empire colonial anglais	152
L'empire colonial français	155
Chapitre 9 Naissance d'une nation : les États-Unis (1783-1865)	160
L'affirmation de la nation américaine (1783-1825)	162
Les États-Unis à l'âge de l'expansion (1825-1861)	169
La guerre de Sécession (1861-1865)	175
Chapitre 10 Les premiers succès des mouvements nationaux	180
L'émancipation de l'Amérique latine	182
Les débuts de la « question d'Orient »	185
L'éveil des « nations » en Europe	187
Chapitre 11 L'explosion révolutionnaire de 1848	196
Aux origines du mouvement révolutionnaire	198
La vague révolutionnaire en Europe	205
Le triomphe de la réaction	210
Chapitre 12 La France sous la Seconde République (1848-1851)	216
« L'illusion lyrique »	218
L'échec de l'expérience républicaine	223

DEUXIÈME PARTIE

Le triomphe du capitalisme et des nationalités (1850-1900)

Chapitre 13 Les progrès scientifiques et techniques	232
Remise en question des postulats de la science	234
L'avènement d'un nouveau système technique	240
Chapitre 14 Transformations et difficultés du capitalisme	248
L'apogée du capitalisme industriel	250
La « Grande Dépression » (1873-1895)	256
Un capitalisme en mutation	260
Les économies capitalistes au début du xx ^e siècle	264
Chapitre 15 Les mutations des sociétés européennes	270
Des sociétés en mouvement	272
Des groupes sociaux en voie de reclassement	277
Des sociétés en déséquilibre	285
Chapitre 16 Idées et projets d'organisation à l'âge industriel	290
Libéralisme, démocratie, traditionalisme	292
Le socialisme : anarchisme, marxisme, réformisme	296
Puissance et diversité du syndicalisme	303

Chapitre 17 Les religions face au monde nouveau	308
Les religions au XIX ^e siècle : renouveau ou déclin ?	310
L'Église catholique face au monde moderne	314
Les autres religions.	325
Chapitre 18 Les cultures de l'âge industriel	328
Les changements culturels	330
Les courants littéraires et artistiques.	335
Chapitre 19 Les grandes victoires nationales (1856-1871)	346
La diplomatie de Napoléon III	348
Le succès des nationalités.	351
Chapitre 20 Le Royaume-Uni : apogée et déclin de l'ère victorienne	364
L'évolution économique et sociale	366
Les progrès de la démocratie britannique.	374
La question d'Irlande	379
Chapitre 21 La France sous le Second Empire (1851-1870)	382
L'établissement du nouveau régime	384
De l'Empire autoritaire à l'Empire libéral (1852-1870)	389
Les transformations de l'économie et de la société	396
La politique extérieure.	404
Chapitre 22 Les débuts de la III^e République	406
L'élection de l'Assemblée nationale et le drame de la Commune	408
La fondation de la République	411
La République des républicains (1880-1900)	420
Les grandes crises de la République (1885-1902)	426
Chapitre 23 Les régimes autoritaires européens	436
La Russie entre modernisation et autocratie	438
Autriche-Hongrie : les voies difficiles de la modernité	445
L'Empire allemand : modernisation économique et autoritarisme politique	451
Chapitre 24 La Chine et le Japon face aux Occidentaux	458
L'Extrême-Orient vers 1850	460
La Chine face à l'Occident.	465
Le Japon de l'ère Meiji.	471
Chapitre 25 Naissance de la puissance américaine (1865-1900)	478
La Reconstruction (1865-1877)	480
L'essor démographique et économique	485
La vie sociale et politique	493

Chapitre 26 L'équilibre européen (1871-1890)	502
Le premier « système » bismarckien	504
La Triple Alliance	514
Aménagements et apogée du système bismarckien	517
Chapitre 27 L'impérialisme colonial	520
Les raisons de l'impérialisme colonial	522
Artisans et adversaires de la colonisation	526
L'expansion coloniale	530
Le nouveau système colonial	537
Chapitre 28 La rupture de l'équilibre international	542
Les débuts de la <i>Weltpolitik</i>	544
La fin de l'isolement français	547
Les rivalités intra-européennes	553
Un nouvel équilibre en Europe : l'Entente cordiale	558
Index	565

PREMIÈRE PARTIE

L'HÉRITAGE

RÉVOLUTIONNAIRE

ET LES DÉBUTS

DE L'ÂGE INDUSTRIEL

(1815-1850)

L'Europe de la Sainte-Alliance

De septembre 1814 à juin 1815, le congrès de Vienne dessine les traits d'une nouvelle Europe après la tourmente révolutionnaire afin d'affaiblir la France et de réaliser un compromis équilibré entre les ambitions rivales des vainqueurs. En revanche, l'œuvre du congrès de Vienne ignore les aspirations nationales des peuples. De leur côté, les souverains attachés à extirper tout esprit révolutionnaire n'entendent pas faire droit aux principes libéraux. Cette volonté de réaction trouve sa traduction internationale avec la « Sainte-Alliance », ensemble de traités dont l'objet est de maintenir les trônes des souverains restaurés et de prévoir une assistance mutuelle des princes contre les tentatives révolutionnaires. Autour du Chancelier autrichien Metternich, qui codifie ces pratiques, le système fonctionne jusqu'en 1823. Mais dès ce moment, les intérêts divergents des puissances le condamnent à une rapide disparition.



Le congrès de Vienne

et la reconstruction de l'Europe

► L'action du congrès de Vienne

Dès la première abdication de Napoléon au printemps 1814 s'impose, pour ses vainqueurs, la nécessité d'une reconstruction de l'Europe. La tourmente révolutionnaire et impériale a en effet détruit les cadres territoriaux comme les structures sociales de la vieille Europe. En dépit des aspirations de certaines monarchies à revenir à l'Ancien Régime, une restauration pure et simple paraît difficile. Trois données fondamentales s'y opposent :

- la Révolution et l'Empire ont fait naître dans une grande partie de l'Europe des États modernes dont l'efficacité est sans commune mesure avec les vieilles structures détruites ;
- les populations se sont mobilisées contre le despotisme impérial au nom de principes de liberté et de nationalité qu'il paraît impossible d'ignorer, au moins dans certaines parties du continent ;
- les souverains vainqueurs entendent bien engranger les dividendes de leurs victoires sous forme de gains territoriaux.

« Les rois légitimes sont remis sur le trône, nous allons y replacer la science légitime, celle qui sert le Souverain Maître et dont l'Univers atteste la vérité. »

*Karl Ludwig von Haller,
défenseur de l'œuvre
du congrès de Vienne.*

C'est pour régler le sort de l'Europe future que, de septembre 1814 à juin 1815, se réunit à Vienne un congrès rassemblant souverains, ministres et diplomates venus de toute l'Europe. Dans une atmosphère de réceptions, de concerts, de bals, affluent les représentants de groupes divers (philanthropes, chevaliers de Malte, Juifs d'Allemagne) désireux de faire valoir

leurs droits, des aventuriers à l'affût de quelque opportunité, des espions, des intrigants. En fait, quatre hommes représentant les grandes puissances prennent les décisions fondamentales : le tsar Alexandre, entouré d'un groupe de conseillers de diverses nationalités, le Chancelier autrichien Metternich, le secrétaire au *Foreign Office* britannique, Castlereagh, et le représentant prussien, Hardenberg. Très vite, une opposition se manifeste entre la Russie et l'Angleterre. Le tsar rêve d'unir les États d'Europe dans une fédération dont la Russie serait l'inspiratrice, devenant ainsi la puissance dominante du continent européen. L'Angleterre, dont les intérêts sont avant

tout maritimes, entend assurer dans ce domaine son hégémonie. Elle plaide donc pour un équilibre européen. Dans cet affrontement, la Russie reçoit l'appui de la Prusse qui espère, grâce au tsar, conquérir la première place en Allemagne et l'Angleterre obtient celui de Metternich qui entend faire échec à la Russie.

Représentant du roi Louis XVIII, le Français Talleyrand tente de faire oublier qu'il est l'émissaire d'une puissance vaincue et s'efforce de tirer profit des divisions des vainqueurs. En fait, il ne parvient qu'à limiter le prix de la défaite française et à masquer d'un grand principe – celui de la restauration de la légitimité – une reconstruction de l'Europe en réalité issue du nouveau rapport de force entre les grandes puissances.

► La nouvelle carte de l'Europe

Globalement, on peut considérer que le conflit entre les positions russe et anglaise a été tranché au profit des secondes, moyennant certaines concessions à la Prusse et à la Russie.

Si l'Angleterre l'a emporté, c'est que ses revendications concernaient peu le continent européen et que, de ce fait, elle paraissait désintéressée. Sa seule exigence était en effet la réunion en un grand royaume des Pays-Bas, placé sous la souveraineté de Guillaume d'Orange, de la Belgique et de la Hollande, de telle sorte qu'Anvers (ce « pistolet braqué au cœur de l'Angleterre » selon l'expression de William Pitt) soit aux mains d'un État puissant, donc à l'abri des ambitions françaises. Pour le reste, l'Angleterre ne songe qu'à s'assurer la maîtrise des mers et ses seules annexions sont le maintien de ses conquêtes coloniales (la Guyane et les Antilles) et l'occupation de points d'appui stratégiques pour sa flotte en mer du Nord (Heligoland), en Méditerranée (Malte et les îles Ioniennes), sur la route des Indes (Le Cap et Ceylan) et dans l'océan Indien (île Maurice).

Si la Russie ne parvient pas à réaliser toutes ses ambitions, les avantages territoriaux qu'elle obtient sont considérables. Par la Finlande, enlevée à la Suède (qui obtient en compensation la Norvège), elle contrôle la Baltique et se rapproche des détroits par l'annexion de la Bessarabie. Et surtout, elle annexe les deux tiers de la Pologne avec Varsovie, qu'elle constitue en royaume séparé.

Son alliée, la Prusse, a dû elle aussi modérer ses ambitions et renoncer devant l'opposition autrichienne à jouer le premier rôle en Allemagne. Néanmoins, elle agrandit ses territoires par la mainmise sur la Poméranie suédoise, Posen, une partie de la Saxe et surtout par l'annexion de la plus grande partie de l'Allemagne rhénane, ce qui en fait une puissance.

L'Europe en 1815



C'est l'Autriche qui apparaît comme la clé de voûte du nouvel ordre européen. Elle a renoncé à ses possessions éloignées du XVIII^e siècle comme la Belgique ou les enclaves allemandes. Mais elle regroupe géographiquement ses territoires, recouvrant ses possessions des Alpes (le Tyrol), d'Italie (la Lombardie et Venise), de Dalmatie (l'Illyrie). Elle constitue ainsi un bloc compact dominant la partie méridionale de l'Europe centrale et l'Adriatique. En Allemagne, l'empereur d'Autriche préside l'archaïque Confédération germanique reconstituée.

Dans ce partage d'influence, la France est évidemment la grande perdante. Sans doute la Russie et l'Angleterre se sont-elles opposées aux projets prussiens d'abaissement de l'ancienne « Grande nation » et elle ne perd que ses conquêtes de la Révolution et de l'Empire. Mais on lui impose une lourde indemnité de guerre et une occupation militaire qui va durer jusqu'en 1818. De surcroît, est érigé à ses frontières un « cordon sanitaire » d'États-tampons destinés à préserver l'Europe d'un éventuel retour de la contagion révolutionnaire : royaume des Pays-Bas, Prusse rhénane, Confédération helvétique, royaume de Piémont agrandi de l'ex-République de Gênes. Durant tout le XIX^e siècle, la politique étrangère de la France aura pour ligne directrice la destruction de l'Europe du congrès de Vienne.

« La force ne légitime pas la conquête, [...] la souveraineté ne peut être acquise par le simple fait de la conquête ni passer au conquérant si le souverain ne la lui cède. »

Talleyrand, représentant de la France au congrès de Vienne.

► Des aspirations méconnues

Pour combattre l'œuvre du congrès de Vienne, la France n'hésitera pas à utiliser l'argument des nationalités brimées : les diplomates ont en effet ignoré les aspirations populaires qui s'étaient manifestées avec tant de force à la fin de la période impériale — et d'ailleurs souvent contre la domination française.

C'est ainsi que les Allemands du Schleswig sont, contre leur vœu, incorporés au Danemark, que les Belges catholiques sont soumis à un roi des Pays-Bas protestant, que les Norvégiens deviennent Suédois sans avoir été consultés, que les peuples chrétiens des Balkans demeurent sous l'autorité du sultan ottoman. Les Polonais qui possèdent une réelle conscience nationale voient leur pays écartelé entre les possessions du tsar, du roi de Prusse et de l'empereur d'Autriche. L'Italie voit, comme l'Allemagne, sa carte simplifiée par rapport à l'Ancien Régime, mais elle demeure morcelée entre sept États dont quatre sont sous l'influence de l'Autriche. Quant à l'Allemagne, les trente-huit États qui la composent n'ont d'autre lien qu'une confuse Confédération

dont le principal organe, une Diète, est sans pouvoir réel. Elle est formée de diplomates qui prennent leurs décisions seulement à l'unanimité et qui n'ont aucun moyen de les faire entrer en application, laissant ainsi la prépondérance à l'Autriche.

Si l'œuvre du congrès de Vienne assure ainsi à l'Europe une quarantaine d'années de paix (jusqu'à ce que la France de Napoléon III détruise l'ordre de 1815), la volonté d'ignorer les aspirations populaires sera à l'origine des multiples secousses qui ne cesseront de secouer l'édifice.

L'Europe de la Restauration : une contre-révolution permanente

L'Europe post-napoléonienne vit tout entière à l'heure de la Restauration contre-révolutionnaire. Pour tous les souverains du continent ayant retrouvé leur trône ou leur liberté d'action, le problème principal est de tenter d'effacer aussi complètement que possible jusqu'au souvenir de la période révolutionnaire. La difficulté de l'opération réside dans le fait qu'une partie des idées nouvelles constituait une réponse aux problèmes européens du XVIII^e siècle, particulièrement dans la partie occidentale du continent. Aussi est-il compréhensible que la Restauration ne revête pas le même aspect à l'ouest — où force est de tenir compte des réalités faisant des bourgeoisies les composantes essentielles des sociétés — et à l'est de l'Europe, essentiellement rural, où les hiérarchies traditionnelles demeurent en place.

► La Russie s'enfonce dans la réaction

La Russie n'a pas connu l'occupation napoléonienne et le pouvoir du tsar Alexandre I^{er} n'y a jamais été mis en cause. Politiquement, le tsar est un souverain absolu dont la parole et les décisions ont force de loi. Autour de lui, une aristocratie, essentiellement formée de grands propriétaires fonciers et de hauts dignitaires de l'État constitue le seul corps intermédiaire, régnant sur de vastes domaines et des populations paysannes réduites au servage, illettrées et soumises à l'influence du clergé orthodoxe. Ces paysans étroitement encadrés au sein de la communauté rurale, le *mir*, ne possèdent la terre que de façon précaire, le *mir* procédant à des redistributions périodiques en fonction de l'évolution des familles.

Régnant sur cette société archaïque où la bourgeoisie est quasi inexistante, le tsar s'est d'abord présenté comme un libéral. La guerre contre Napoléon en 1812 lui a fait abandonner ses velléités libérales et, sous l'influence d'une « prophétesse », Mme de Krüdener, qui se propose d'évangéliser la Russie et l'Allemagne, il verse dans le mysticisme. Ses dispositions le préservent alors de tomber dans la réaction, car il prêche une fraternité qui le conduit à prendre des mesures relativement avancées jusque vers 1820 : affranchissement des serfs d'Estonie, de Courlande et de Livonie de 1816 à 1819 et même, examen des conditions éventuelles d'affranchissement des serfs russes ; large autonomie accordée à la Finlande, qui conserve la langue suédoise, ses lois, ses tribunaux, sa monnaie, ses postes et ses douanes ; octroi au royaume de Pologne d'une Constitution libérale qui ne la lie à la Russie que par une union personnelle, et maintien d'une armée nationale, tandis que les libertés individuelles, la liberté de la presse, le droit d'association et de réunion sont proclamés, le polonais déclaré langue officielle et une Diète de deux chambres constituée.

En fait, ces velléités ne sont qu'apparentes et révèlent plus la bienveillance du tsar dans sa phase mystique qu'une politique solidement fondée, si bien que la pratique se chargera de décevoir tous ceux qui avaient fondé des espoirs démesurés sur ces faux-semblants.

La « fraternité humaine » dont se réclame Alexandre ne résiste pas aux réalités russes : il refuse d'octroyer la terre aux serfs affranchis de la Baltique réduits à la condition de journaliers, ne donne pas suite aux projets concernant l'affranchissement des serfs russes et blâme en 1816 un groupe de nobles qui ont cru bon de procéder eux-mêmes à la libération de leurs serfs. En Pologne, la poigne du grand-duc Constantin dément les apparences d'une autonomie proclamée. Et surtout, la reprise en 1820 de l'agitation libérale en Europe met fin aux dissertations du tsar sur la fraternité humaine et fait de lui le champion le plus intransigeant de la réaction en Europe, soumis sans partage à l'influence de son conseiller Araktcheïev, homme brutal, violent, cruel et ennemi de toute idée nouvelle.

Dès 1817, le ministre de l'Instruction publique entame la lutte contre la liberté de pensée, épurant les universités, expurgeant les bibliothèques, interdisant aux étudiants de fréquenter les universités allemandes comme d'aller au théâtre et considérant que l'enseignement a pour tâche principale d'affirmer la supériorité de la foi sur la science.

Pour maintenir l'ordre dans les campagnes et diminuer les dépenses d'entretien de l'armée, Araktcheïev établit des colonies militaires chez les paysans de certains districts, les soldats, entretenus par la communauté

paysanne, aidant au travail de la terre tout en assurant la défense des confins. Les révoltes des paysans, qui perdent ainsi toute liberté et sont désormais soumis à une corvée continuelle, sont noyées dans le sang. Il est vrai que les soldats ne sont pas mieux traités : les respectueuses doléances présentées au cours d'une revue en 1820 par le régiment d'élite de la Garde impériale, le Sémenovsky, contre la brutalité du colonel Schwartz sont considérées comme une mutinerie et donnent lieu à l'incarcération des soldats, à leur passage en Conseil de guerre et à des condamnations à la potence – finalement commuées en fustigations et déportations en Sibérie.

En Pologne, la Diète est muselée, le tsar casse les élections qui lui déplaisent, la censure s'abat sur la presse et les livres, des étudiants sont arrêtés, des professeurs destitués, des écrivains jetés en prison et une police spéciale est créée pour surveiller l'université.

Cette reprise en main réactionnaire venant après les discours libéraux, puis « fraternels », d'Alexandre provoque une profonde déception qui touche surtout les milieux intellectuels et, plus encore, les jeunes officiers qui ont occupé la France pendant trois ans et ont pu y constater le développement d'une vie politique s'appuyant sur les conquêtes de la Révolution. C'est dans ce milieu des jeunes officiers, séduits par le libéralisme français, que naissent des sociétés secrètes qui préconisent le développement de l'instruction du peuple, l'affranchissement des serfs, voire une monarchie constitutionnelle et la transformation de l'Empire russe en fédération. Les sociétés secrètes se multiplient également en Pologne chez les militaires et les étudiants, avec comme programme fondamental l'indépendance du pays.

Ce bouillonnement trouve l'occasion de se manifester à la mort d'Alexandre I^{er}, survenue le 1^{er} décembre 1825.

Les membres des sociétés secrètes militaires décident de passer à l'action. Les uns rêvent de renverser la dynastie et de proclamer la République, les autres d'instaurer une monarchie constitutionnelle. Ce que l'on appelle l'insurrection « décabriste » (du mois de décembre 1825) se réduit à peu de choses. Pendant que, le 26 décembre, la majorité de la garnison de Pétersbourg prête sans difficulté serment au nouveau tsar, Nicolas I^{er}, le régiment de Moscou, quelques compagnies des équipages de la flotte et des isolés se rassemblent derrière le prince Troubetskoï, colonel de la Garde, sur la place du Sénat et acclament son frère Constantin. L'intervention du tsar qui tente de parlementer, puis une canonnade qui fait 300 morts ont raison du mouvement. L'insurrection déclenchée en Ukraine sera réprimée sans aucune difficulté. Le procès qui suit voit la condamnation à mort de cinq

chefs de l'insurrection, la condamnation aux travaux forcés d'une trentaine de responsables et la rélegation en Sibérie des autres officiers.

L'événement convainc le tsar que toute atteinte au statu quo risque d'aboutir à l'effondrement de l'Empire. Nicolas I^{er} fait de la Russie la forteresse de la réaction en Europe, l'organisant autour du triptyque culturel lancé par son ministre de l'Instruction publique, Ouvarov, « Orthodoxie, autocratie, nationalité » et s'efforçant d'isoler son pays, qu'il considère comme un modèle d'organisation étatique et dont il développe la civilisation nationale, des courants venus du reste de l'Europe, porteurs de troubles et de révolution.

► La mosaïque autrichienne, clé de voûte de l'Europe restaurée

Si la Russie tend à s'isoler hors d'Europe, l'Empire d'Autriche apparaît au contraire à la fois comme l'architecte de la nouvelle Europe continentale née du congrès de Vienne et comme la garante de sa pérennité. Son principal représentant, le Chancelier Metternich, est un homme du XVIII^e siècle qui ne raisonne qu'en termes d'équilibre entre les souverains. Il se méfie des grandes idéologies nées durant la période révolutionnaire. Il éprouve aussi la plus grande suspicion à l'égard des idées romantiques à la mode, qu'il s'agisse du principe des nationalités ou de l'ultramontanisme religieux (il reste fidèle à la tradition de l'empereur Joseph II qui affirmait la nécessaire subordination de l'Église à l'État). Lui-même et son collaborateur, Frédéric de Gentz, se veulent des apôtres du respect de la tradition, considérant qu'un État ne peut vivre que grâce à un équilibre interne consistant dans le respect de l'ordre social existant et qu'il s'agit de préserver.

Ce principe paraît d'ailleurs s'accorder avec l'intérêt bien compris de l'Empire d'Autriche. Celui-ci reste présent en Allemagne et en Italie mais il se contente d'y exercer une influence indirecte (sauf dans le royaume lombard-vénitien). Il peut ainsi s'opposer aux idées nouvelles libérales et nationales et paralyser toute naissance d'une entité susceptible de menacer l'équilibre dont l'Autriche a besoin pour préserver sa puissance au cœur même des possessions des Habsbourg. Or celles-ci ne constituent nullement un ensemble homogène, mais une mosaïque de possessions acquises depuis le Moyen Âge et dont le passé historique, le statut, la religion, la langue, les coutumes et les institutions sont différents. La distinction fondamentale demeure cependant celle qui sépare les pays de langue allemande, membres de la Confédération germanique, et les pays non allemands qui n'en font pas partie. De la première catégorie relèvent les États héréditaires (Autriche, Styrie, Carinthie, Carniole), les États de la Couronne de Saint-Wenceslas ou

Couronne de Bohême, c'est-à-dire la Bohême-Moravie et la Silésie, et les territoires relevant par conquête des Allemands d'Autriche, la Galicie polonaise et la Bukovine roumaine. Dans la seconde, la pièce maîtresse est la Hongrie dont les habitants, les Magyars, ont colonisé les peuples voisins, surtout les Slaves, les Slovaques au nord, les Croates et les Serbes au sud, les Roumains de Transylvanie à l'est. À ces possessions dépendant de la « Couronne de Saint-Étienne », les Habsbourg ajoutent en 1815 la Dalmatie.

Sur cette mosaïque de territoires qu'il gouverne, l'Empire d'Autriche fait peser le poids d'une administration lourde et complexe. Aucun système représentatif ne permet de véritablement contrôler les actes du pouvoir. Au sommet de l'édifice, le pouvoir est réparti entre plusieurs directions qui sont autant de ministères. Toutes ces directions sont collégiales, ce qui ralentit l'expédition des affaires et interdit toute responsabilité, laissant une large place à l'arbitraire. Au demeurant, les collèges n'ont qu'un rôle d'exécutants, la décision appartenant à l'empereur qui communique avec les directions par des conseillers privés, choisis arbitrairement, souvent éphémères et sans aucun souci de leur compétence. Les présidents de collèges se vengent de ce dessaisissement de responsabilités en suscitant de multiples difficultés qui ralentissent toutes les affaires.

De surcroît, les collèges et leurs présidents ne constituent pas un véritable Conseil des ministres. Ce rôle est dévolu au Conseil d'État, organisme constitué de très nombreux membres. Accablé par la multiplicité des dossiers, il s'est divisé à son tour en sections qui se spécialisent et tendent à se substituer aux directions qui voient ainsi leur compétence se restreindre un peu plus.

Placés dans cette situation, les fonctionnaires sont mal payés et peu considérés. Ils s'efforcent de ne pas attirer sur eux l'attention et ne prennent en fait aucune décision, renvoyant à tout propos les dossiers, se couvrant derrière l'autorité hiérarchique et réussissant ainsi à parfaire l'inertie administrative du pays.

Qu'une réforme soit nécessaire, chacun en est conscient, mais aucun projet n'aboutit, tant est grande la crainte d'introduire des pratiques qui permettraient un contrôle du pouvoir ou laisseraient filtrer des idées subversives.

Encombrée de cette lourde machine administrative, l'Autriche n'a nullement cherché à centraliser son Empire. Par système comme par nécessité, et afin de ne pas accroître une paralysie menaçante, elle a laissé subsister une relative autonomie des diverses provinces de l'Empire. Chacune a un « gouvernement » propre, assez semblable à celui de Vienne et presque partout

se sont maintenues des Diètes provinciales. Seule la noblesse y siège, or elle ne songe guère à revendiquer une influence politique nationale tant que la Couronne lui garantit la jouissance de ses droits féodaux et économiques et des postes dans l'armée et la bureaucratie.

Attaché à la conservation d'un Empire fondé sur le statu quo, Metternich considère le fédéralisme empirique qui règne en Autriche comme une solution satisfaisante que son horreur des contrats révolutionnaires lui interdit cependant d'inscrire dans un texte constitutionnel.

Au total, cette administration étouffante et confuse débouche sur une forme d'anarchie, tempérée toutefois par le despotisme policier. C'est en effet la police qui est le principal pouvoir dans l'Empire. Elle inspire une telle terreur et se montre si omniprésente qu'elle décourage toute tentative d'opposition. Ses espions sont partout et travaillent à tous les niveaux : celui du cabinet noir chargé du contrôle des correspondances ; celui des universités, particulièrement surveillées, et dont Metternich se félicite que soit exclu tout esprit scientifique, les professeurs devant soumettre aux autorités la liste des ouvrages empruntés dans les bibliothèques et les étudiants n'étant admis aux examens que sur présentation d'un billet de confession ; celui des relations avec l'étranger, les voyages étant pratiquement interdits ; celui de la censure qui étouffe toute vie intellectuelle. Enfin, en dépit du « josphisme » de la Cour, Metternich tente d'améliorer le statut de l'Église catholique et rêve d'un concordat qui permettrait de donner au système un fondement spirituel.

Or cette conception volontairement archaïque du pouvoir, Metternich souhaite l'imposer à l'Europe tout entière, et d'abord à l'Allemagne et à l'Italie où l'influence autrichienne est dominante.

► Réaction et archaïsme en Allemagne

Au lendemain de la guerre contre Napoléon, animée par un puissant courant nationaliste allemand, l'idée se fait jour que la réorganisation nécessaire de l'Europe devrait aboutir à la restauration du Reich. Parallèlement, on réclame la formation de diverses assemblées représentatives pour concrétiser l'idée de nation allemande.

Metternich s'oppose à ces propositions. En premier lieu, parce qu'il voit dans cette double revendication nationale et représentative la mise en œuvre des principes révolutionnaires. Ensuite parce qu'il redoute qu'à terme l'octroi aux Habsbourg de la couronne impériale allemande n'entraîne une guerre avec la Prusse. Enfin, parce qu'il entend que l'Empire recentre son action sur l'aire danubo-balkanique.

Il va donc s'efforcer de limiter les annexions prussiennes, pour maintenir en Allemagne un équilibre entre les États, et de ramener l'Allemagne à sa configuration traditionnelle. Ce sera l'œuvre de l'Acte fédéral du 8 juin 1815 qui établit une Confédération germanique (*Deutscher Bund*) de trente-huit États, trente-quatre monarchies et quatre villes libres (Brême, Hambourg, Lubeck, Francfort). Sa principale institution, la Diète, siège à Francfort. Elle n'est qu'une assemblée permanente des délégués des trente-huit États et ne dispose d'aucun exécutif, ni d'aucune ressource propre. Elle est placée sous la présidence de droit de l'Autriche et toutes ses décisions doivent être prises à l'unanimité. En fait, compte tenu de sa puissance politique et militaire, l'Autriche dicte les décisions de la Confédération et on considère généralement à l'étranger qu'elle parle au nom de toute l'Allemagne. Derrière cette façade archaïque et paralysante, l'Allemagne est plurielle.

Principal État allemand après l'Autriche (et peut-être avant, mais nul n'en a conscience en 1815), la Prusse est l'élément le plus rétrograde et le plus réactionnaire de la Confédération. Si elle a acquis la Rhénanie, sa tradition et sa culture politiques sont tout entières issues des zones protestantes, agricoles, féodales situées à l'est de l'Elbe. Le roi Frédéric-Guillaume III qui règne de 1797 à 1840 est convaincu que l'unification de son royaume ne peut résulter que d'un absolutisme centralisateur intransigeant, dont l'instrument est la noblesse terrienne qui constitue les cadres de l'armée et de l'administration. Il faut attendre 1823 pour que le roi consente à créer, sur le modèle autrichien, des États provinciaux, réservés à la seule noblesse, purement consultatifs et convoqués selon le bon plaisir du souverain.

À l'opposé de la Prusse, l'Allemagne du Sud, où la petite propriété tient une place importante, où commence à émerger une bourgeoisie administrative et intellectuelle et où l'influence française est forte, fait figure d'oasis libérale dans une Allemagne réactionnaire. Au lendemain de la Restauration, la plupart des princes de la région, le grand-duc de Nassau, le roi de Bavière, le grand-duc de Bade, le roi de Wurtemberg, le grand-duc de Hesse-Nassau ont accordé des Constitutions qui prévoient un régime représentatif avec des chambres basses élues au suffrage censitaire. Sans doute une grande partie des paysans, affranchis du servage, mais encore soumis aux droits féodaux, ne votent-ils pas. Mais fonctionnaires et surtout professeurs peuplent les assemblées et n'hésitent pas à réclamer l'institution de véritables régimes parlementaires, la diminution des pouvoirs de la police, la liberté de la presse ou l'institution du jury. Revendications relayées par les étudiants des universités et dont l'écho est considérable dans les milieux intellectuels de toute l'Allemagne, au grand dam de Metternich. C'est dans

le grand-duché de Saxe-Weimar dont le souverain, ami de Goethe, a fait un îlot de libéralisme que se crée en 1815 à l'université d'Iéna une société secrète étudiante, la *Burschenschaft*, qui condamne le morcellement de l'Allemagne résultant du congrès de Vienne et entretient un état d'esprit nationaliste et anticatholique. Le 18 octobre 1817, une vaste manifestation des étudiants à la Wartburg, le refuge de Luther, pour célébrer le troisième centenaire de la Réforme, fait figure de mouvement révolutionnaire et enflamme les esprits.

► La réaction absolutiste en Italie

Les lendemains de la défaite de Napoléon voient les souverains italiens entreprendre une vigoureuse politique de réaction qui va indissolublement lier, dans l'esprit des habitants de la péninsule, mépris des aspirations nationales et réaction politique, et du même coup associer étroitement principe national et libéralisme.

Il n'est pas surprenant que l'Autriche donne l'exemple dans le royaume lombard-vénitien où, dit-on, de la domination napoléonienne elle n'a conservé que les abus, la conscription et la totalité des impôts créés par les Français. Sur le plan politique, le système autrichien est marqué par l'effacement des corps élus, les Congrégations où siégeait la bourgeoisie et dont les attributions se réduisent désormais à un simple droit de remontrance. En revanche, comme en Autriche, l'État est représenté par une police omniprésente et par des fonctionnaires à la servilité garantie. Vienne y introduit son Code pénal (qui ne prévoit pas de jury dans les tribunaux) et son Code civil (qui ne prévoit pas le mariage civil) tandis que les magistrats allemands peuplent les tribunaux. Sur le plan économique, le système douanier a pour objet de rendre les provinces italiennes tributaires de l'industrie autrichienne. Les prélèvements opérés sur les recettes douanières mettent le royaume dans la main du Trésor autrichien. Il en résulte une vive agitation qui aurait pu devenir dangereuse si, tenant compte de la présence d'une bourgeoisie urbaine et rurale relativement nombreuse et influente, Vienne n'avait modéré la réaction. L'Autriche a ainsi refusé de rendre au clergé et à la noblesse les privilèges perdus, elle a rendu la présence militaire autrichienne la plus discrète possible et veillé à ce que les fonctionnaires n'abusent pas de leur pouvoir.

C'est dans l'État apparaissant comme le plus indépendant de l'Autriche, le royaume de Piémont-Sardaigne, que la réaction est la plus marquée. Haïssant profondément la Révolution, y voyant le châtement d'une trahison de la foi des ancêtres et du laxisme face à la Réforme, le roi Victor-Emmanuel I^{er} décide d'effacer d'un trait de plume les événements survenus

depuis 1792. Le 21 mai 1814, le lendemain de son arrivée à Turin, il publie un édit qui supprime toutes les lois parues depuis les Constitutions royales de 1770. Il redonne vie aux institutions disparues depuis 1800 et renomme à leurs postes les fonctionnaires survivants. Il reconstitue les castes abolies par les Français, rendant à la noblesse ses places dans l'armée, ses droits féodaux, ses dîmes, ses majorats, restituant au clergé ses domaines, son droit de mainmorte, ses tribunaux spéciaux et son droit de censure sur les livres. Sa haine de la Révolution et de l'Empire va jusqu'à lui faire envisager de fermer la route du Mont-Cenis et de détruire le pont construit sur le Pô par le vice-roi Eugène de Beauharnais !

Dans les autres États italiens, le mouvement de réaction, partout présent, connaît des degrés d'intensité variables. Dans les États de l'Église, le cardinal Rivarola, chargé par Pie VII de préparer son retour, adopte une attitude semblable à celle du roi de Piémont. La législation française est supprimée, les anciens tribunaux reconstitués avec leur personnel ecclésiastique tandis que les magistrats civils sont révoqués. On reprend les procès interrompus en 1808 et on révisé ceux de la période napoléonienne. La justice féodale, l'Inquisition, le Saint-Office, les monopoles d'État sur les denrées sont rétablis alors que l'état civil est supprimé. Les biens ecclésiastiques non aliénés sont restitués et les Juifs regagnent leur ghetto. Le cardinal Rivarola et le secrétaire d'État Pacca épurent le clergé et les administrations et poussent le zèle antfrançais et antimoderniste (c'est un tout) jusqu'à interdire la vaccine, supprimer l'éclairage de Rome et abolir les mesures contre la mendicité. Il est vrai que, dès 1815-1816, sous l'influence du secrétaire d'État, le cardinal Consalvi, cette furie destructrice s'arrête et que des réformes administratives, judiciaires, financières, inspirées du modèle français, font la part des circonstances.

C'est souvent la volonté de conciliation qui prévaut ailleurs. Dans les Deux-Siciles où l'on pouvait tout craindre du roi Ferdinand, au point que les puissances et en particulier l'Autriche le placent sous surveillance, il se contente d'abolir la Constitution, maintenant l'essentiel des lois françaises, refuse de restituer à la noblesse ses droits féodaux et ne rend au clergé que les biens non aliénés. À Modène, si François IV montre une cruauté particulière dans la répression des partisans de la Révolution, il met au point une excellente administration. À Parme où trône nominalelement Marie-Louise, l'ex-impératrice des Français, son amant Neipperg fait régner une atmosphère presque libérale. Enfin, la Toscane connaît une véritable reprise du despotisme éclairé du XVIII^e siècle avec la rédaction d'un droit civil moderne, l'amélioration du système des impôts, le développement de la presse, des bonifications de terre.

► Le cas de l'Europe de l'Ouest : la réaction est-elle possible ?

Il est peu douteux que l'esprit de réaction qui prévaut en Europe en 1815 est non moins présent en Europe occidentale que dans les États des Habsbourg ou en Russie. Les Bourbons en France, le cabinet britannique souhaitent avec la même ardeur que Metternich extirper toute trace d'esprit révolutionnaire et ramener les choses à la situation antérieure à 1789. Mais il est clair, comme le laissait déjà pressentir la situation de l'Allemagne du Sud ou celle de certains États italiens que, dans ces cas, il existe une opinion agissante et une bourgeoisie évoluée qui interdisent au gouvernement de céder à la tentation de la réaction au-delà de certaines limites.

Le cas de l'Angleterre est, de ce point de vue, éclairant. Celle-ci est l'héritière d'une longue histoire qui a vu le pouvoir absolu des souverains limité par l'existence d'un Parlement et par une série de textes garantissant la liberté des individus (*Habeas Corpus*). À cette évolution juridique qui fait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande la terre d'élection du libéralisme (aristocratique) en Europe s'est ajoutée depuis la fin du XVIII^e siècle une révolution industrielle. Elle modifie en profondeur les structures de la société, faisant naître à côté d'un monde rural, encore majoritaire, des zones industrielles qui entraînent l'émergence d'une bourgeoisie et la naissance d'un monde ouvrier, encore constitué en 1815 de travailleurs semi-ruraux à domicile. En dépit de la prédominance du *domestic system*, il existe désormais en Angleterre des classes populaires, urbaines ou rurales, que la difficulté de leurs conditions de vie prédispose aux attitudes révolutionnaires. C'est dans ces milieux que naît, durant les guerres de la Révolution et de l'Empire où le Royaume-Uni joue sa survie, un courant politique « radical » (c'est-à-dire extrémiste) se réclamant parfois du jacobinisme français. Or, durant la guerre, ce courant se trouve freiné par l'esprit antijacobin baignant l'Angleterre et assimilant les revendications sociales et politiques à une trahison de la cause nationale. La guerre voit le gouvernement des *tories* (qu'on appellera plus tard conservateurs) suspendre les libertés et l'*Habeas Corpus* et poursuivre avec vigueur les fauteurs de troubles.

En revanche, la fin du conflit va donner le signal d'une vague de contestation de caractère révolutionnaire. D'abord parce que le discrédit qui s'attachait aux attitudes « jacobines » perd son caractère de trahison nationale. Ensuite parce que, pour protéger la grande propriété de la concurrence des blés européens bon marché que la reprise du commerce conduit désormais vers l'Angleterre, les conservateurs ont institué des droits protecteurs élevés, les *Corn Laws*, qui se traduisent par un renchérissement du prix du pain. La

campagne des radicaux contre les *Corn Laws* s'accompagne de la revendication du suffrage universel, voire de celle de la proclamation de la République. Pour répondre à cette campagne de meetings qui s'accompagne de quelques débordements de violence, le cabinet *tory* de Lord Liverpool (au pouvoir

« Dans l'état actuel de l'Europe, le rôle de l'Angleterre est d'employer la confiance qu'elle a inspirée au bénéfice de la paix en exerçant une influence conciliante entre les puissances plutôt que de se placer à la tête d'une coalition de certaines cours pour tenir les autres en échec. »

*Lord Castlereagh,
Premier ministre britannique.*

depuis 1812) ne voit d'autre solution que la répression. Une véritable terreur blanche gagne alors l'Angleterre avec une nouvelle suspension de l'*Habeas Corpus* et l'octroi de pleins pouvoirs aux juges de paix. L'Angleterre connaît, elle aussi, sa phase de répression contre-révolutionnaire.

Toutefois, le courant radical brisé, Lord Liverpool remanie son gouvernement dans un sens réformiste, en éloignant les ministres les plus intransigeants pour y faire entrer, à partir de 1822, les *tories* les plus réformateurs qui ont pour chef de file Canning (qui devient Secrétaire au *Foreign Office*). Les « Canningites » prennent leurs distances avec la contre-révolution européenne. Leur avènement marque la première grande fissure dans la tentative faite par le tsar et Metternich pour instituer une solidarité contre-révolutionnaire des souverains européens.

Le temps de la Sainte-Alliance

On donne le nom de Sainte-Alliance à la tentative d'organisation d'un concert contre-révolutionnaire entre les souverains européens qui intervient entre 1815 et 1823.

En fait, la Sainte-Alliance résulte de trois démarches différentes :

- En premier lieu, le traité de la Sainte-Alliance (qui a donné son nom à l'esprit de la période) du 26 septembre 1815. Signé à l'initiative du tsar Alexandre, alors en pleine période mystique, il rassemble dans une invocation à la « très sainte et indivisible Trinité », outre le tsar lui-même, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III et l'empereur d'Autriche François I^{er}. Les trois souverains s'engagent à prendre pour règle de leur politique les préceptes de justice, de charité et de paix du christianisme, à se considérer comme compatriotes et unis par des liens de fraternité, à se prêter assistance en

toutes circonstances et à se regarder comme des « pères de famille » envers leurs sujets. Ce catalogue de bonnes intentions, traduisant la volonté des vainqueurs de Napoléon de rester unis et de faire triompher les principes chrétiens sur les idées révolutionnaires, fut qualifié par Metternich de « monument vide et sonore » et d'absurdité par Castlereagh. Mais la traduction concrète de la Sainte-Alliance devait consister en données beaucoup plus concrètes.

– Chronologiquement, le premier fondement de la Sainte-Alliance est antérieur au traité du 26 septembre 1815. Il s'agit du traité de Chaumont du 1^{er} mars 1814 signé entre la Prusse, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, alors unis contre la France napoléonienne qu'ils sont sur le point de vaincre, et qui s'engagent sur le long terme à réorganiser l'Europe et à veiller à combattre toute velléité révolutionnaire susceptible de remettre en cause l'ordre européen qu'ils s'approprient à mettre en place. C'est la même inspiration qui est à l'origine de la Quadruple Alliance du 20 novembre 1815 (à laquelle la France sera admise en 1818) qui préconise des rencontres périodiques entre les protagonistes pour faire face à d'éventuelles flambées révolutionnaires. De 1818 à 1822 se tiendront une série de congrès qui mettent en œuvre la promesse d'aide mutuelle du traité de Sainte-Alliance et donnent vie à un concert européen contre-révolutionnaire.

– Enfin, au cours de ces congrès, Metternich fait triompher sa conception selon laquelle « le premier principe de l'alliance des grandes puissances est le maintien de toutes les institutions existant légalement ». Le « système Metternich » qui résulte de cette conviction consiste à faire admettre l'intervention militaire de l'une des puissances, mandatée par toutes les autres, contre tout mouvement libéral ou national en Europe, système qui dépasse de très loin le cas de la France, où les Bourbons consolident d'ailleurs leur pouvoir. Le cœur de la Sainte-Alliance est ainsi le « concert » réactionnaire européen mis en place par le « système Metternich ».

La succession des congrès met en œuvre le nouveau principe de solidarité des souverains défini par la Sainte-Alliance. En 1818, le congrès d'Aix-la-Chapelle, qui décide de mettre fin à l'occupation militaire de la France des Bourbons et de l'admettre dans le concert européen aux côtés des alliés du pacte de Chaumont, met un terme à l'ostracisme dont l'ex- « Grande nation » était l'objet.

Mais ce sont surtout les congrès suivants qui voient la mise en œuvre du « système Metternich ». Les congrès de Carlsbad et de Vienne (1819-1820) ont pour objet la répression du mouvement libéral des États d'Allemagne du Sud. La manifestation de la Wartburg de 1817, puis, en 1819, l'assassinat du

La Sainte-Alliance

1. Le traité de Sainte-Alliance (26 septembre 1815)

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité

L.M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie, par suite des grands événements qui ont signalé en Europe le cours des trois dernières années, et principalement des bienfaits qu'il a plu à la divine providence de répandre sur les États dont les gouvernements ont placé leur confiance et leur espoir en elle seule, ayant acquis la conviction intime qu'il est nécessaire d'asseoir la marche à adopter sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu sauveur :

Déclarons solennellement que le présent acte n'a pour objet que de maintenir à la face de l'Univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs États respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre gouvernement, que les préceptes de cette religion sainte, préceptes de justice, de charité et de paix... »

2. Articles séparés et secrets du traité de Chaumont (1^{er} mars 1814)

« Leurs majestés Impériales et Royales s'engagent à diriger tous leurs efforts dans l'établissement réel du système suivant en Europe, savoir :

L'Allemagne composée de princes souverains mais unis par un lien fédéral qui assure et garantisse l'indépendance de l'Allemagne.

La Fédération suisse dans ses anciennes limites et dans une indépendance, placée sous la garantie des grandes puissances de l'Europe, la France y comprise.

L'Italie partagée en États indépendants, intermédiaires entre les possessions autrichiennes en Italie et la France.

L'Espagne, gouvernée par le roi Ferdinand VII dans ses anciennes limites.

La Hollande, État libre et indépendant sous la souveraineté du prince d'Orange, avec un accroissement du territoire et l'établissement d'une frontière convenable. »

3. La Quadruple Alliance et la mise en place du système Metternich (20 novembre 1815)

« Les Hautes Parties contractantes sont convenues de renouveler, à des époques déterminées, des réunions consacrées aux grands intérêts communs et à l'examen de mesures qui, dans chacune de ces époques, seront jugées les plus salutaires pour le repos et la prospérité des peuples et pour le maintien de la paix en Europe. »

poète réactionnaire Kotzebue, lié au tsar, donnent à Metternich un prétexte pour intervenir. En accord avec la Prusse et au nom de la Confédération, le Chancelier autrichien impose à toute l'Allemagne l'ordre réactionnaire : suspension des assemblées, censure de la presse, épuration des universités, dissolution de la *Burschenschaft*, arrestation d'intellectuels, etc.

En 1820, se produit un nouvel épisode révolutionnaire. En Espagne, un coup d'État militaire conduit par le général Riego impose au roi Ferdinand VII la Constitution votée en 1812 par les Cortès de Cadix, cependant que les colonies espagnoles d'Amérique se révoltent contre l'autorité de la métropole. Parallèlement, le cousin du roi d'Espagne, Ferdinand I^{er} de Naples, subit lui aussi un coup d'État militaire dirigé par le général Pepe qui obtient du souverain l'octroi de la Constitution que l'Espagne vient d'adopter. La situation est d'autant plus préoccupante qu'au Piémont, le colonel de Santa Rosa tente lui aussi un coup d'État, mais qui est rapidement réprimé. Les congrès de Troppau et de Laybach réunis en 1820 et 1821 mandatent l'Autriche pour intervenir à Naples et l'armée impériale rétablit le pouvoir de Ferdinand I^{er}.

En échange de son appui à l'intervention autrichienne en Italie, la France de Louis XVIII obtient l'aide de Metternich pour intervenir en Espagne, manifestant ainsi son appartenance au concert européen. Le ministre des Affaires étrangères, Chateaubriand, arrache au gouvernement de Villèle l'idée d'une expédition qui procurerait au drapeau blanc la gloire militaire qui lui fait défaut. Les troupes françaises procèdent entre avril et août 1823 à une promenade militaire, s'emparant le 31 août de Cadix où s'était réfugié le gouvernement libéral, après la prise du fort Trocadéro. Mais le duc d'Angoulême, chef de l'expédition, ne parvient pas à empêcher le roi d'Espagne d'exercer une répression cruelle contre les libéraux.

La réserve britannique concernant l'expédition d'Espagne montre que la Sainte-Alliance a pratiquement vécu. Sans doute les Français, poussés par le tsar désormais gagné à la réaction systématique, envisagent-ils sans répugnance l'idée de poursuivre leur action en ramenant l'Amérique latine à la loi espagnole. Mais cette fois l'opposition des Anglais qui font de fructueuses affaires commerciales est déterminée, et le Président des États-Unis avertit que son pays ne tolérerait pas une intervention sur le continent américain.

Il est désormais clair que les intérêts des anciens alliés de 1815 sont divergents. La consolidation des Bourbons a fait disparaître le danger qui avait justifié la constitution de la Sainte-Alliance. Le concert européen a vécu. L'Angleterre juge qu'il n'est pas de son intérêt de donner un soutien sans faille à un ordre réactionnaire dont la Russie pourrait être la bénéficiaire.